

STATISTICS CANADA — STATISTIQUE CANADA  
Labour Division — Division du travail  
Unemployment Insurance and Manpower Section — Section de l'assurance-chômage et de la main-d'oeuvre

## STATISTICAL REPORT ON THE OPERATION OF THE UNEMPLOYMENT INSURANCE ACT

---

## RAPPORT STATISTIQUE SUR L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'ASSURANCE-CHÔMAGE

SEPTEMBER - 1973 - SEPTEMBRE

(Compiled from material supplied by the Unemployment Insurance Commission)

(D'après les renseignements fournis par la Commission d'assurance-chômage)

*Published by Authority of*  
The Minister of Industry, Trade and Commerce

---

*Publication autorisée par*  
le ministre de l'Industrie et du Commerce

November - 1973 - Novembre  
5-4204-509

Price—Prix: 20 cents  
\$2.00 a year—par année

Vol. 32—No. 9

Statistics Canada should be credited when republishing all or any part of this document  
Reproduction autorisée sous réserve d'indication de la source: Statistique Canada

Information Canada  
Ottawa

TABLE OF CONTENTS

	Page
<b>Commentary .....</b>	<b>3</b>
<u>LIST OF TABLES</u>	
<b>Table</b>	
1. Selected Claims and Benefit Activities, by Province .....	4
2. Estimates of Persons Exposed to Unemployment Insurance .....	5
3. Initial and Renewal Claims Received in District Offices, by Province .....	6
4. Initial Claims Allowed by Type and Renewal Claims Allowed, by Province .....	6
5. Claimants Currently Reporting to District Offices, by Number of Weeks on Claim, Province and Sex .....	7
6. Claimants Currently Reporting to District Offices, by Type, Province and Sex .....	8
7. Benefit Payment Activities, by Type of Benefit .....	9
8. Amount of Benefit Paid, by Province and Type .....	10
9. Reasons for Disqualification for Benefit, by Province .....	11
10. Disposition of Initial and Renewal Claims, by Province .....	12
11. Regional Unemployment Rates .....	13
Map of U.I.C. Regions .....	10A

**Appendix**

I. Unemployment Insurance in Canada .....	15
---	----

SYMBOLS

The following standard symbols are used in Statistics Canada publications:

- ... figures not available.
- ... figures not appropriate or not applicable.
- nil or zero.
- amount too small to be expressed.
- r revised figures.

TABLE DES MATIÈRES

	Page
<b>Commentaire .....</b>	<b>3</b>
<u>LISTE DES TABLEAUX</u>	
<b>Tableau</b>	
1. Certaines données relatives aux demandes de prestations et aux prestations, par province .....	4
2. Estimation du nombre de personnes assujetties à l'assurance-chômage .....	5
3. Demandes initiales et demandes renouvelées reçues aux bureaux de district, par province .....	6
4. Demandes initiales acceptées selon le genre et demandes renouvelées acceptées, par province .....	6
5. Prestataires qui envoient des déclarations de chômage aux bureaux de district, selon le nombre de semaines écoulées de la période de prestations, la province et le sexe .....	7
6. Prestataires qui envoient des déclarations de chômage aux bureaux de district, selon le genre de prestations, la province et le sexe .....	8
7. Service des prestations, selon le genre de prestations .....	9
8. Montant des prestations servies, par province et par genre .....	10
9. Raisons des exclusions du bénéfice des prestations, par province .....	11
10. Suite donnée aux demandes initiales et aux demandes renouvelées, par province .....	12
11. Taux régional de chômage .....	13
Carte des régions de la C.A.C. ....	10A

**Annexe**

I. L'assurance-chômage au Canada .....	15
--	----

SIGNES CONVENTIONNELS

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada:

- ... nombres indisponibles.
- ... n'ayant pas lieu de figurer.
- néant ou zéro.
- nombres infimes.
- r nombres rectifiés.

CLAIMS AND BENEFIT PAYMENTSDEMANDES DE PRESTATIONS ET PRESTATIONS SERVIES

SEPTEMBER - 1973 - SEPTEMBRE

Initial and Renewal Claims

During September, 161,000 initial and renewal claims for unemployment insurance benefit were received by U.I.C. offices across the country, virtually no change from the previous month. For the August - September comparison in 1972, an increase of 5 % was recorded while the previous four years showed advances ranging from 2 % to 14 % for this period.

Total claims received for the first nine months of 1973 were 1,543,000, 11 % fewer than the 1,730,000 for the comparable period of a year ago.

Initial claims allowed in September numbered 125,000, 5 % more than the August total of 119,000 and 3 % greater than the 122,000 allowed in September 1972. Of the current figure, 86 % were claims for regular benefit while the remaining 14 % were mainly sickness and maternity types.

Claimants at Month-End

The September month-end count of claimants registered for unemployment insurance benefit declined to 676,000, 2 % less than the month earlier total of 691,000 - a normal occurrence at this time of year. A similar drop was also experienced when compared with the September 1972 month-end count.

Forty-three percent of the claimants were on claim 14 weeks or more, no change from the previous month. However, this proportion was somewhat lower than the 47 % in September 1972.

The number of male and female claimants was approximately equal. A year ago, females comprised 47 % of total claimants.

Benefit Payments

The amount of benefit paid in September was \$122,000,000, 9 % less than the \$135,000,000 disbursed in August. The decline was attributed to a reduction of 10 % in the number of weeks of benefit paid which was offset to a small extent by a 1 % advance in the average weekly payment. Compared with the September 1972 benefit of \$128,000,000, a 5 % drop was experienced. This was due to a 13 % decline in the number of weeks of benefit paid tempered by a 10 % rise in the weekly payment. In four of the last five months, the year over year comparison of total benefit paid showed declines. Figures are as follows:

Millions of Dollars

	<u>1973</u>	<u>1972</u>	<u>% change</u>
May	179	186	- 4
June	136	138	- 2
July	145	127	+14
August	135	144	- 6
September	122	128	- 5

Benefit payments for the first nine months of 1973 amounted to \$1,599,000,000 compared with \$1,431,000,000 during the like period in 1972, an increase of 12 %. Most of the advance was due to a rise in the average weekly benefit rate to \$68.07 from \$61.18.

Demandes initiales et renouvellements

En septembre, les bureaux de district d'assurance-chômage ont reçu 161,000 demandes initiales et renouvellements; les chiffres n'ont pour ainsi dire pas varié par rapport au mois dernier. Pour la période août-septembre, une augmentation de 5 % a été enregistrée en 1972 alors que pour les quatre années précédentes on a remarqué des hausses variant de 2 % à 14 % pendant la même période.

Les demandes totales reçues au cours des neuf premiers mois de 1973 se sont élevées à 1,543,000, soit 11 % de moins que les 1,730,000 demandes reçues pendant la même période en 1972.

Les demandes initiales acceptées en septembre se sont élevées à 125,000, soit 5 % de plus que le total d'août (119,000) et 3 % de plus que les 122,000 acceptées en septembre 1972. Les prestataires ordinaires sont intervenus pour 86 % du chiffre actuel alors que les autres 14 % rendent compte de prestations de maladie et de maternité.

Prestataires en fin de mois

Le décompte en fin du mois de septembre indique que le nombre de prestataires a baissé de 2 %, passant de 691,000 en août à 676,000 - ce qui est normal à ce temps-ci de l'année. Une baisse semblable ressort de la comparaison avec le décompte en fin de septembre 1972.

La proportion de prestataires de 14 semaines et plus est la même qu'en août, soit 43 %. Toutefois, cette proportion est légèrement inférieure à celle de septembre 1972, (47 %).

Le nombre de femmes et d'hommes est sensiblement le même. L'an dernier, les femmes justifiaient de 47 % de l'ensemble des prestataires.

Prestations servies

En septembre, les prestations servies se sont élevées à 122 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 9 % par rapport au total d'août (135 millions). Cette baisse a été attribuée à une réduction de 10 % du nombre de semaines de prestations, contrebalancée légèrement par une hausse de 1 % du paiement hebdomadaire moyen. Une baisse de 5 % a été enregistrée par rapport au total de 128 millions de dollars décaissés en septembre 1972. Ceci s'explique par une diminution de 13 % du nombre de semaines de prestations, compensée par une hausse de 10 % du paiement hebdomadaire. Au cours de quatre des cinq derniers mois, on a enregistré les baisses suivantes dans les comparaisons d'une année à l'autre:

Millions de dollars

	<u>1973</u>	<u>1972</u>	<u>Variation en %</u>
Mai	179	186	- 4
Juin	136	138	- 2
Juillet	145	127	+14
Août	135	144	- 6
Septembre	122	128	- 5

Au cours des neuf premiers mois de 1973, les prestations servies se sont chiffrées à \$1,599,000,000 contre \$1,431,000,000 pendant la période correspondante en 1972, soit une hausse de 12 %. Cette hausse est attribuable en grande partie à une augmentation du taux hebdomadaire moyen de prestation qui est passé de \$61.18 à \$68.07.

TABLE I. Selected Claims and Benefit Activities, by Province,  
September 1973

TABLEAU I. Certaines données relatives aux demandes de prestations et aux prestations, par province,  
septembre 1973

	Initial and renewal claims received Demandes initiales et demandes renouvelées reçues			Initial claims allowed(1) Demandes initiales acceptées(1)			Claimants at month-end Préstataires à la fin du mois		
	Number — Nombre	Per cent change from — Taux de variation par rapport à		Number — Nombre	Per cent change from — Taux de variation par rapport à		Number — Nombre	Per cent change from — Taux de variation par rapport à	
		August 1973 Août	September 1972 Septembre		August 1973 Août	September 1972 Septembre		August 1973 Août	September 1972 Septembre
CANADA .....	160,970	--	- 7	125,251	5	3	676,244	- 2	- 2
Newfoundland — Terre-Neuve .....	6,114	23	9	4,911	41	25	30,916	2	24
Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard .....	908	39	6	757	46	15	3,845	2	21
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse .....	5,616	- 10	- 15	4,760	8	28	27,800	- 3	--
New Brunswick — Nouveau-Brunswick .....	6,258	21	7	4,898	26	7	30,219	3	17
Québec .....	45,340	- 7	- 11	36,519	1	3	207,130	- 1	- 3
Ontario .....	56,395	3	- 3	42,351	2	2	217,065	- 3	- 6
Manitoba .....	5,707	- 3	7	5,239	39	13	21,399	- 6	- 10
Saskatchewan .....	4,089	6	- 11	3,296	22	--	14,152	- 10	- 14
Alberta .....	9,604	3	- 19	7,348	5	- 1	34,716	- 5	- 13
British Columbia — Colombie-Britannique .....	20,508	--	- 6	14,897	- 2	- 9	87,251	- 1	3
Yukon .....	200	32	- 10	134	9	10	836	1	14
Northwest Territories — Territoires du Nord-Ouest .....	170	40	47	114	16	115	711	- 3	62
Outside Canada — Extérieur du Canada .....	61	15	- 16	27	- 34	- 53	204	- 3	- 1
 Weeks of benefit paid — Nombre de prestations hebdomadaires servies									
 Amount of benefit paid(2) — Montant des prestations servies(2)									
	Number — Nombre	Per cent change from — Taux de variation par rapport à		Dollars	Per cent change from — Taux de variation par rapport à		Dollars	Per cent change from — Taux de variation par rapport à	
		August 1973 Août	September 1972 Septembre	August 1973 Août	September 1972 Septembre	August 1973 Août	September 1972 Septembre		
CANADA .....	1,812,257	- 10	- 13	123,292,271	- 9	- 5	68,03	1	10
Newfoundland — Terre-Neuve .....	77,145	- 9	13	4,735,036	- 9	25	61,38	--	11
Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard .....	9,902	- 12	11	563,908	- 9	27	56,95	4	15
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse .....	67,530	- 14	- 15	4,306,928	- 13	- 3	63,78	1	15
New Brunswick — Nouveau-Brunswick .....	76,104	- 11	8	4,565,334	- 10	16	59,99	1	7
Québec .....	615,428	- 13	- 15	41,392,545	- 12	- 6	67,26	1	10
Ontario .....	591,545	- 2	- 14	40,767,842	--	- 6	68,92	2	9
Manitoba .....	48,802	- 18	- 26	3,313,901	- 18	- 15	67,91	1	14
Saskatchewan .....	34,526	- 20	- 17	2,287,814	- 20	- 7	66,26	--	12
Alberta .....	69,704	- 21	- 34	5,065,695	- 20	- 26	72,67	1	13
British Columbia — Colombie-Britannique .....	217,043	- 11	8	15,936,296	- 12	--	73,42	- 2	8
Yukon .....	2,150	- 12	8	169,926	- 13	19	79,04	- 1	11
Northwest Territories — Territoires du Nord-Ouest .....	1,817	- 15	65	143,468	- 17	89	78,96	- 2	15
Outside Canada — Extérieur du Canada .....	561	12	20	43,578	16	33	77,68	4	11

(1) Includes claims with disqualification and claims previously not allowed. — Comprend les demandes exclues du bénéfice des prestations et les demandes rejetées auparavant.

(2) Adjustments amounting to \$1,209,614 reduces total benefit paid to \$122,082,657, see Table B. — Des redressements s'élèvant à \$1,209,614 ont réduit le montant des prestations versées à \$122,082,657

Voir le tableau B.

TABLE 2. Estimates of Persons Exposed to Unemployment Insurance

TABLEAU 2. Estimation du nombre de personnes assujetties à l'assurance-chômage

	Month — Mois	Total 000's
1972 .....	January — Janvier	7,608
	February — Février	7,590
	March — Mars	7,684
	April — Avril	7,647
	May — Mai	7,807
	June — Juin	7,977
	July — Juillet	8,195
	August — Août	8,156
	September — Septembre	7,762
	October — Octobre	7,841
	November — Novembre	7,914
	December — Décembre	7,955
1973 .....	January — Janvier	7,926
	February — Février	7,999
	March — Mars	8,031
	April — Avril	8,081
	May — Mai	8,239
	June — Juin	8,492
	July — Juillet	8,584
	August — Août	8,596
	September — Septembre	8,203

The insured population comprises persons who contribute to unemployment insurance plus claimants reporting to UIC offices. Coverage is nearly universal for members of the labour force for whom there exists an employer-employee relationship. The only exclusions are (a) those 70 years of age or over, (b) those to whom a retirement pension under the Canada or Quebec Pension Plans has become payable and (c) persons with inconsiderable employment, i.e., those with less than 20 % of the maximum weekly insurable earnings or 20 times the provincial hourly minimum wage, whichever is less. Precise estimates of the covered population are not available. The approximate estimates in the table above are based on total labour force statistics for persons under 70 years of age and have not been adjusted for the other two exclusions. The data in the table begin with January 1972 when unemployment insurance coverage was extended to its present level.

For estimate of the insured population for 1969-71 see April 1972 edition of 73-001.

La population assurée se compose des personnes qui contribuent au régime d'assurance-chômage et des prestataires qui envoient des déclarations de chômage aux bureaux de la C.A.C. Le régime s'étend à presque tous les membres de la population active pour lesquels il existe une relation employeur-employé. Les seules personnes exclues sont (a) celles qui ont 70 ans et plus, (b) celles qui ont déjà acquis le droit à une pension de retraite en vertu du Régime de pensions du Canada ou à une rente de retraite en vertu du Régime de rentes du Québec, et (c) celles dont l'emploi est négligeable, c'est-à-dire celles dont la rémunération est inférieure à 20 % du maximum de la rémunération hebdomadaire assurable ou à 20 fois le salaire horaire minimum dans la province, selon le moins des deux. Il n'existe pas d'estimations précises de la population assurée. Les estimations approximatives qui figurent dans le tableau ci-dessus sont fondées sur les statistiques d'activité pour les personnes de moins de 70 ans; ces statistiques n'ont pas été rectifiées pour tenir compte des deux autres groupes de personnes exclues. Le tableau présente les chiffres à partir de janvier 1972, date où le régime d'assurance-chômage a pris l'ampleur qu'il a aujourd'hui.

Pour la période 1969-71, on trouvera l'estimation de la population assurée dans la livraison d'avril 1972 du bulletin 73-001.

TABLE 3. Initial and Renewal Claims Received in District Offices, by Province

TABLEAU 3. Demandes initiales et demandes renouvelées reçues aux bureaux de district, par province

Province	September - 1973 - Septembre			September - 1972 - Septembre		
	Total(1)	Initial - Initiales	Renewal - Renouvelées	Total	Initial - Initiales	Renewal - Renouvelées
CANADA .....	160,970	140,818	20,152	173,281	148,319	24,962
Newfoundland - Terre-Neuve ..	6,114	5,500	614	5,622	4,906	716
Prince Edward Island - Île-du-Prince-Édouard .....	908	843	65	856	774	82
Nova Scotia - Nouvelle-Écosse ..	5,616	4,950	666	6,609	5,731	878
New Brunswick - Nouveau-Brunswick .....	6,258	5,685	573	5,857	5,207	650
Québec .....	45,340	39,795	5,545	51,144	43,392	7,752
Ontario .....	56,395	48,434	7,961	58,311	49,434	8,877
Manitoba .....	5,707	5,096	611	6,108	5,467	641
Saskatchewan .....	4,089	3,627	462	4,619	4,069	550
Alberta .....	9,604	8,429	1,175	11,850	10,202	1,648
British Columbia - Colombie-Britannique .....	20,508	18,054	2,454	21,893	18,766	3,127
Yukon .....	200	182	18	223	198	25
Northwest Territories - Territoires du Nord-Ouest .....	170	164	6	116	108	8
Outside Canada - Extérieur du Canada .....	61	59	2	73	65	8

(1) In addition 163,394 revised claims were received. — En outre, 163,394 demandes révisées ont été reçues.

TABLE 4. Initial Claims Allowed by Type and Renewal Claims Allowed, by Province  
September 1973

TABLEAU 4. Demandes initiales acceptées selon le genre et demandes renouvelées acceptées, par provinces  
Septembre 1973

Province	Initial claims - Demandes initiales							Renewal claims - Demandes renouvelées	
	Regular benefit - Prestations ordinaires	Special benefits - Prestations spéciales					Total		
		Sickness - Maladie	Maternity - Maternité	Retirement - Retraite	Fishing - Pêche	Sub-total - Total partiel			
CANADA .....	108,326	10,792	5,029	1,075	29	16,925	125,251	19,953	
Newfoundland - Terre-Neuve ..	4,636	103	138	12	22	275	4,911	655	
Prince Edward Island - Île-du-Prince-Édouard .....	676	51	26	4	—	81	757	64	
Nova Scotia - Nouvelle-Écosse .....	4,131	411	170	43	5	629	4,760	809	
New Brunswick - Nouveau-Brunswick .....	4,483	280	101	34	—	415	4,898	566	
Québec .....	31,577	3,754	1,047	141	—	4,942	36,519	5,540	
Ontario .....	35,462	3,979	2,382	527	1	6,889	42,351	7,680	
Manitoba .....	4,502	443	231	62	1	737	5,239	647	
Saskatchewan .....	2,863	245	162	26	—	433	3,296	442	
Alberta .....	6,276	584	400	88	—	1,072	7,348	1,141	
British Columbia - Colombie-Britannique .....	13,469	935	356	137	—	1,428	14,897	2,388	
Yukon .....	128	1	5	—	—	6	134	15	
Northwest Territories - Territoires du Nord-Ouest .....	96	6	11	1	—	18	114	4	
Outside Canada - Extérieur du Canada .....	27	—	—	—	—	—	27	2	

Note: (a) Claims allowed include initial and renewal claims allowed with and without disqualification and claims which were previously not allowed and are now allowed. — Nota: Comprend les demandes exclues du bénéfice des prestations et les demandes non acceptées auparavant. (b) In addition 86,786 revised claims were allowed. — En outre, 86,786 demandes révisées ont été acceptées.

TABLE 5. Claimants Currently Reporting to District Offices by Number of Weeks on Claim, Province and Sex

TABLEAU 5. Prestataires qui envoient des déclarations de chômage aux bureaux de district, selon le nombre de semaines écoulées de la période de prestations, la province et le sexe

(Counted on last working day of the month — Comptés le dernier jour ouvrable du mois)

Province and sex — Province et sexe	Claimants Total Prestataires	Number of weeks on claim				Claimants Total Prestataires		
		Nombre de semaines écoulées de la période de prestations						
		1-4	5-13	14-26	27 or more — 27 ou plus			
September 28, 1973 — Septembre					September 29, 1972			
September					September			
CANADA .....	676,244	183,880	203,188	164,397	124,779	692,212		
Male — Hommes .....	335,684	89,657	98,749	82,238	65,040	364,775		
Female — Femmes .....	340,560	94,223	104,439	82,159	59,739	327,437		
Newfoundland — Terre-Neuve .....	30,916	6,890	7,684	6,727	9,615	24,864		
Male — Hommes .....	20,333	3,923	5,006	4,770	6,634	17,279		
Female — Femmes .....	10,583	2,967	2,678	1,957	2,981	7,585		
Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard .....	3,845	1,026	1,043	789	987	3,169		
Male — Hommes .....	1,775	422	513	361	479	1,623		
Female — Femmes .....	2,070	604	530	428	508	1,546		
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse .....	27,800	7,237	8,655	6,650	5,258	27,705		
Male — Hommes .....	15,950	3,860	4,789	4,021	3,280	16,257		
Female — Femmes .....	11,850	3,377	3,866	2,629	1,978	11,448		
New Brunswick — Nouveau-Brunswick .....	30,219	7,131	7,893	6,312	8,883	25,907		
Male — Hommes .....	15,752	3,262	4,011	3,487	4,992	14,854		
Female — Femmes .....	14,467	3,869	3,882	2,825	3,891	11,053		
Québec .....	207,130	49,750	61,423	55,909	40,048	214,087		
Male — Hommes .....	105,891	24,727	31,251	28,096	21,817	117,539		
Female — Femmes .....	101,239	25,023	30,172	27,813	18,231	96,548		
Ontario .....	217,065	63,921	68,138	52,256	32,750	230,294		
Male — Hommes .....	99,851	30,467	29,911	24,278	15,195	111,500		
Female — Femmes .....	117,214	33,454	38,227	27,978	17,555	118,794		
Manitoba .....	21,399	6,801	6,760	4,926	2,912	23,808		
Male — Hommes .....	10,072	3,352	3,192	2,234	1,294	11,169		
Female — Femmes .....	11,327	3,449	3,568	2,692	1,618	12,639		
Saskatchewan .....	14,152	4,365	4,400	3,186	2,201	16,385		
Male — Hommes .....	6,078	1,884	1,861	1,363	970	7,649		
Female — Femmes .....	8,074	2,481	2,539	1,823	1,231	8,736		
Alberta .....	34,716	11,775	11,079	7,944	3,918	40,021		
Male — Hommes .....	15,261	5,322	4,591	3,658	1,690	19,320		
Female — Femmes .....	19,455	6,453	6,488	4,286	2,228	20,701		
British Columbia — Colombie-Britannique .....	87,251	24,418	25,691	19,349	17,793	84,592		
Male — Hommes .....	43,929	12,195	13,439	9,818	8,477	46,922		
Female — Femmes .....	43,322	12,223	12,252	9,531	9,316	37,670		
Yukon .....	836	260	213	158	205	734		
Male — Hommes .....	382	130	101	60	91	368		
Female — Femmes .....	454	130	112	98	114	366		
Northwest Territories — Territoires du Nord-Ouest .....	711	212	162	147	190	439		
Male — Hommes .....	328	77	58	76	117	196		
Female — Femmes .....	383	135	104	71	73	243		
Outside Canada — Extérieur du Canada .....	204	94	47	44	19	207		
Male — Hommes .....	82	36	26	16	4	99		
Female — Femmes .....	122	58	21	28	15	108		

TABLE 6. Claimants Currently Reporting to District Offices by Type, Province and Sex,  
September 1973

TABLEAU 6. Prestataires qui envoient des déclarations de chômage aux bureaux de district,  
selon le genre de prestations, la province et le sexe,  
septembre 1973

Province and sex — Province et sexe	Type of benefit — Genre de prestations				
	Regular — Ordinaires	Sickness — Maladie	Maternity — Maternité	Fishing — Pêche	Total
CANADA .....	620,444	31,086	24,608	106	676,244
Male — Hommes .....	319,810	15,768	—	106	335,684
Female — Femmes .....	300,634	15,318	24,608	—	340,560
Newfoundland — Terre-Neuve .....	30,007	339	501	69	30,916
Male — Hommes .....	20,052	212	—	69	20,333
Female — Femmes .....	9,955	127	501	—	10,583
Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard .....	3,577	141	127	—	3,845
Male — Hommes .....	1,710	65	—	—	1,775
Female — Femmes .....	1,867	76	127	—	2,070
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse .....	25,635	1,268	864	33	27,800
Male — Hommes .....	15,219	698	—	33	15,950
Female — Femmes .....	10,416	570	864	—	11,850
New Brunswick — Nouveau-Brunswick .....	28,822	825	572	—	30,219
Male — Hommes .....	15,290	462	—	—	15,752
Female — Femmes .....	13,532	363	572	—	14,467
Québec .....	190,247	10,488	6,392	3	207,130
Male — Hommes .....	100,120	5,768	—	3	105,891
Female — Femmes .....	90,127	4,720	6,392	—	101,239
Ontario .....	194,842	11,883	10,340	—	217,065
Male — Hommes .....	94,161	5,690	—	—	99,851
Female — Femmes .....	100,681	6,193	10,340	—	117,214
Manitoba .....	19,043	1,189	1,167	—	21,399
Male — Hommes .....	9,477	595	—	—	10,072
Female — Femmes .....	9,566	594	1,167	—	11,327
Saskatchewan .....	12,768	675	709	—	14,152
Male — Hommes .....	5,794	284	—	—	6,078
Female — Femmes .....	6,974	391	709	—	8,074
Alberta .....	31,345	1,491	1,880	—	34,716
Male — Hommes .....	14,573	688	—	—	15,261
Female — Femmes .....	16,772	803	1,880	—	19,455
British Columbia — Colombie-Britannique .....	82,492	2,765	1,993	1	87,251
Male — Hommes .....	42,631	1,297	—	1	43,929
Female — Femmes .....	39,861	1,468	1,993	—	43,322
Yukon .....	806	10	20	—	836
Male — Hommes .....	378	4	—	—	382
Female — Femmes .....	428	6	20	—	454
Northwest Territories — Territoires du Nord-Ouest .....	662	9	40	—	711
Male — Hommes .....	324	4	—	—	328
Female — Femmes .....	338	5	40	—	383
Outside Canada — Extérieur du Canada .....	198	3	3	—	204
Male — Hommes .....	81	1	—	—	82
Female — Femmes .....	117	2	3	—	122

TABLE 7. Benefit Payment Activities, by Type of Benefit

TABLEAU 7. Service des prestations, selon le genre de prestations

Type of benefit Genre de prestations	Benefit paid - Prestations servies				
	Dollars			Per cent change from Taux de variation par rapport à	
	September 1973	August 1973	September 1972	August 1973	September 1972
	Septembre	Août	Septembre	Août	Septembre
Regular - Ordinaires .....	110,961,568	123,140,983	121,515,813	- 10	- 9
Sickness - Maladie .....	6,458,223	6,478,753	4,210,315	--	53
Maternity - Maternité .....	5,512,739	5,740,016	3,126,815	- 4	76
Retirement - Retraite .....	337,537	336,005	238,680	--	41
Fishing - Pêche .....	22,204	32,754	24,063	- 32	- 8
Sub-total - Total partiel .....	123,292,271	135,728,511	129,115,686	- 9	- 5
Adjustments(1) - Ajustements(1) .....	1,209,614	1,149,383	977,862	...	...
Total .....	122,082,657	134,579,128	128,137,824	- 9	- 5
Weeks paid - Prestations hebdomadaires					
	Number — Nombre			Per cent change from Taux de variation par rapport à	
	September 1973	August 1973	September 1972	August 1973	September 1972
	Septembre	Août	Septembre	Août	Septembre
Regular - Ordinaires .....	1,639,836	1,836,725	1,968,092	- 11	- 17
Sickness - Maladie .....	91,922	93,866	62,717	- 2	47
Maternity - Maternité .....	76,737	80,106	50,756	- 4	51
Retirement - Retraite .....	3,511	3,602	2,947	- 3	19
Fishing - Pêche .....	251	377	311	- 33	- 19
Total .....	1,812,257	2,014,676	2,084,823	- 10	- 13
Average weekly payment - Prestations hebdomadaires moyennes					
	Dollars			Per cent change from Taux de variation par rapport à	
	September 1973	August 1973	September 1972	August 1973	September 1972
	Septembre	Août	Septembre	Août	Septembre
Regular - Ordinaires .....	67.67	67.04	61.74	1	10
Sickness - Maladie .....	70.26	69.02	67.13	2	5
Maternity - Maternité .....	71.84	71.66	61.60	--	17
Retirement - Retraite .....	96.14	93.28	80.99	3	19
Fishing - Pêche .....	88.46	86.88	77.37	2	14
Total .....	68.03	67.37	61.93	1	10

(1) Cancelled warrants and collection of overpayments. — Mandats retirés et collecte des prestations versées en trop.

TABLE 8. Amount of Benefit Paid by Province and Type,  
September 1973

TABLEAU 8. Montant des prestations servies par province et par genre,  
septembre 1973

Province	Type of benefit — Genre de prestations							
	Regular — Ordinaires	Sickness — Maladie	Maternity — Maternité	Retirement — Retraite	Fishing — Pêche	Total	Adjust- ments(1) — Ajuste- ments(1)	Total
dollars								
CANADA .....	110,961,568	6,458,223	5,512,739	337,537	22,204	123,292,271	1,209,614	122,082,657
Newfoundland — Terre-Neuve .....	4,569,033	68,547	79,230	3,526	14,700	4,735,036	16,913	4,718,123
Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard .....	514,913	24,173	23,160	1,652	10	563,908	1,065	562,843
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse .....	3,912,172	218,719	157,283	11,683	7,071	4,306,928	15,933	4,290,995
New Brunswick — Nouveau-Brunswick .....	4,308,740	140,176	108,597	7,665	156	4,565,334	15,166	4,550,168
Québec .....	37,546,205	2,232,429	1,561,209	52,535	167	41,392,545	599,684	40,792,861
Ontario .....	35,796,728	2,489,540	2,307,584	173,990	—	40,767,842	364,721	40,403,121
Manitoba .....	2,794,081	256,763	244,807	18,250	—	3,313,901	28,412	3,285,489
Saskatchewan .....	1,971,093	147,788	159,049	9,884	—	2,287,814	20,526	2,267,288
Alberta .....	4,322,765	303,782	416,859	22,289	—	5,065,695	34,347	5,031,348
British Columbia — Colombie-Britannique	14,892,626	571,176	436,631	35,763	100	15,936,296	112,847	15,823,449
Yukon .....	162,186	1,428	6,312	—	—	169,926	—	169,926
Northwest Territories — Territoires du Nord-Ouest .....	131,492	1,339	10,337	300	—	143,468	—	143,468
Outside Canada — Extérieur du Canada ....	39,534	2,363	1,681	—	—	43,578	—	43,578

(1) Cancelled warrants and collection of overpayments. — Mandats retirés et collecte des prestations versées en trop.

Regions for Extended Benefit

Region 1. — In the Province of British Columbia: Census Division 4 (except subdivisions A and B); subdivisions A, B and C of Census Division 5.

Region 2. — In the Province of British Columbia: Census Divisions 1, 2 and 3; subdivisions A and B of Census Division 4; subdivisions D, E and F of Census Division 5; Census Division 6.

Region 3. — The Province of Alberta (except that portion which lies north of the Alberta Peace River Region and the northern portion of Census Division 12).

Region 4. — The Province of Saskatchewan (except Census Division 18).

Region 5. — The Province of Manitoba (except Census Division 16).

Region 6. — In the Province of Ontario: the counties of Kenora, Thunder Bay and Cochrane (except such portions of the foregoing counties as lie north of a line drawn parallel to and 10 miles north of the Canadian National Railway main line); the counties of Rainy River, Sudbury, Algoma, Timiskaming, Nipissing, Parry Sound, Muskoka, Grey, Simcoe, Dufferin, Huron, Bruce and Manitoulin.

Region 7. — In the Province of Ontario: the counties of Lambton, Kent, Essex, Middlesex, Elgin, Oxford and Norfolk.

Region 8. — In the Province of Ontario: the counties of Perth, Wellington, Waterloo, Brant, Haldimand, Wentworth, Welland, Lincoln, Halton, Peel, York, Ontario, Durham, Northumberland and Prince Edward.

Region 9. — In the Province of Ontario: the counties of Victoria, Peterborough, Haliburton, Hastings, Lennox and Addington, Frontenac, Renfrew, Lanark, Leeds, Carleton, Dundas, Russell, Stormont, Grenville, Glengarry and Prescott.

Region 10. — In the province of Quebec: the counties of Île-de-Montréal, Chambly, Deux-Montagnes and Beauharnois (except the municipalities of St-Louis and St-Stanislas and St-Timothée); in the county of Châteauguay, the municipality of Ste-Philomène; the county of Laprairie (except the municipality of St-Jacques); in the county of St-Jean, the municipalities of Lacadie and St-Jean; in the county of Iberville, the municipality of St-Athanase; the county of Verchères (except the municipalities of St-Antoine-de-Padoue, St-Antoine-sur-Richelieu, St-Marc and Ste-Théodosie); the county of Richelieu (except the municipalities of St-Ours and Ste-Victoire); in the county of L'Assomption, the municipalities of St-Charles, St-Henri, St-Joachim and St-Lin; in the county of Terrebonne, the municipalities of Lessage, Piedmont, St-Anne-des-Lacs, Ste-Anne-des-Plaines, St-Antoine, St-Hippolyte, St-Janvier, St-Janvier-de-Lacroix, St-Jérôme, St-Louis, St-Sauveur, Ste-Sophie, St-Thérèse and St-Thérèse-Ouest; in the county of Argenteuil, the municipalities of Chatham, Gore, Mille-Îles, St-André, St-Jérusalem and Wentworth; in the county of Vaudreuil the municipalities of Notre-Dame-de-l'Île Perrot, Terrasse-Vaudreuil, St-Lazare and Vaudreuil.

Region 11. — In the province of Quebec: in the county of Vaudreuil, the municipalities of Ste-Justine, Ste-Madeleine, Ste-Marthe, and Très-St-Rédempteur; the county of Châteauguay (except the municipality of

Régions établies aux fins des périodes de prolongation des prestations

Région 1. — Dans la province de la Colombie-Britannique: Division de recensement 4 (sauf les subdivisions A et B); subdivisions A, B et C de la Division de recensement 5.

Région 2. — Dans la province de la Colombie-Britannique: Divisions de recensement 1, 2 et 3; subdivisions A et B de la Division de recensement 4; subdivisions D, E et F de la Division de recensement 5; Division de recensement 6.

Région 3. — La province d'Alberta (sauf la partie qui est située au nord de la région de la rivière de la Paix d'Alberta et la partie septentrionale de la Division de recensement 12).

Région 4. — La province de la Saskatchewan (sauf la Division de recensement 18).

Région 5. — La province du Manitoba (sauf la Division de recensement 16).

Région 6. — Dans la province d'Ontario: les comtés de Kenora, Thunder Bay et Cochrane (sauf la partie de ces comtés située au nord d'une ligne parallèle à la voie principale du Canadien National et passant à 10 milles au nord de cette voie); les comtés de Rainy River, Sudbury, Algoma, Timiskaming, Nipissing, Parry Sound, Muskoka, Grey, Simcoe, Dufferin, Huron, Bruce et Manitoulin.

Région 7. — Dans la province d'Ontario: les comtés de Lambton, Kent, Essex, Middlesex, Elgin, Oxford et Norfolk.

Région 8. — Dans la province d'Ontario: les comtés de Perth, Wellington, Waterloo, Brant, Haldimand, Wentworth, Welland, Lincoln, Halton, Peel, York, Ontario, Durham, Northumberland et Prince Edward.

Région 9. — Dans la province d'Ontario: les comtés de Victoria, Peterborough, Haliburton, Hastings, Lennox et Addington, Frontenac, Renfrew, Lanark, Leeds, Carleton, Dundas, Russell, Stormont, Grenville, Glengarry et Prescott.

Région 10. — Dans la province de Québec: les comtés de l'Île-de-Montréal, Chambly, Deux-Montagnes et Beauharnois (sauf les municipalités de Saint-Louis, Saint-Stanislas et Saint-Timothée); dans le comté de Châteauguay, la municipalité de Sainte-Philomène; le comté de Laprairie (sauf la municipalité de Saint-Jacques); dans le comté de Saint-Jean, les municipalités de Lacadie et de Saint-Jean; dans le comté d'Iberville, la municipalité de Saint-Athanase; le comté de Verchères (sauf les municipalités de Saint-Antoine-de-Padoue, Saint-Antoine-sur-Richelieu, Saint-Marc et Sainte-Théodosie); le comté de Richelieu (sauf les municipalités de Saint-Ours et Sainte-Victoire); dans le comté de L'Assomption, les municipalités de Saint-Charles, Saint-Henri, Saint-Joachim et Saint-Lin; dans le comté de Terrebonne, les municipalités de Lesage, Piedmont, Sainte-Anne-des-Lacs, Sainte-Anne-des-Plaines, Saint-Antoine, Saint-Hippolyte, Saint-Janvier, Saint-Janvier-de-Lacroix, Saint-Jérôme, Saint-Louis, Saint-Sauveur, Sainte-Sophie, Sainte-Thérèse et Sainte-Thérèse-Ouest; dans le comté d'Argenteuil, les municipalités de Chatham, Gore, Mille-Îles, Saint-André, Saint-Jérusalem et Wentworth; dans le comté de Vaudreuil, les municipalités de Notre-Dame-de-l'Île Perrot, Terrasse-Vaudreuil, Saint-Lazare et Vaudreuil.

Région 11. — Dans la province de Québec: dans le comté de Vaudreuil, les municipalités de Sainte-Justine, Sainte-Madeleine, Sainte-Marthe et Très-Saint-Rédempteur; le comté de Châteauguay (sauf la municipalité de Sainte-Philomène); dans le comté de



#### REGIONS — RÉGIONS

1. Vancouver — Victoria	5. Manitoba	9. Eastern Ontario Est de l'Ontario	13. New Brunswick and Prince Edward Island Nouveau-Brunswick — île-du-Prince-Édouard
2. Southern British Columbia Sud de la Colombie-Britannique	6. North Western Ontario Nord-Ouest de l'Ontario	10. Montreal Montréal	14. Nova Scotia Nouvelle-Écosse
3. Alberta	7. London — Windsor	11. Eastern Townships Cantons de l'est	15. Newfoundland Terre-Neuve
4. Saskatchewan	8. Hamilton — Toronto	12. St. Lawrence — Gaspé Saint-Laurent — Gaspésie	16. Rest of Canada Rests du Canada

Eligible for extended Regional Benefit  
Régions admissibles aux périodes de prolongation de prestations

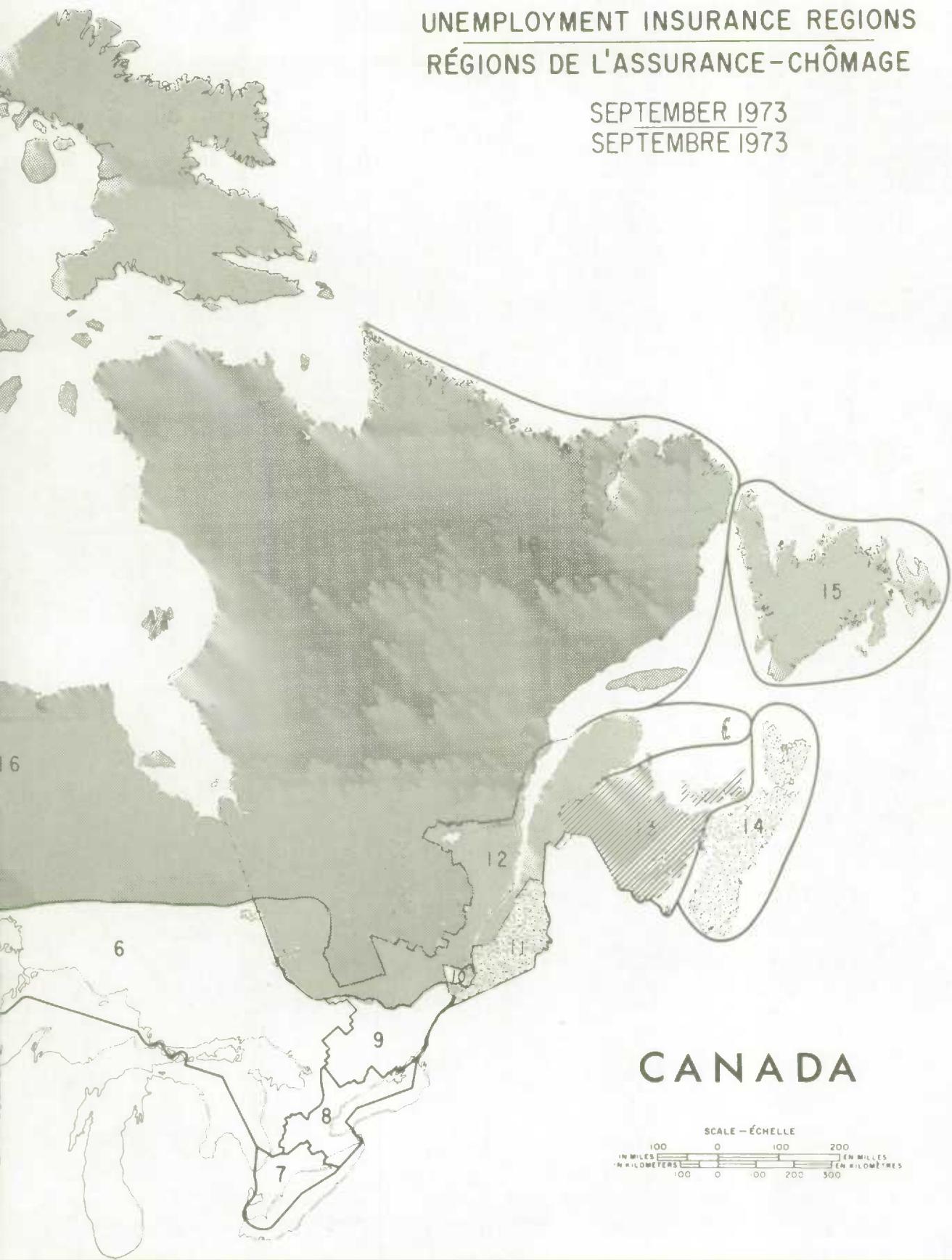
[diagonal lines] 6 weeks  
semaines

[diagonal lines] 12 weeks  
semaines

[diagonal lines] 18 weeks  
semaines

# UNEMPLOYMENT INSURANCE REGIONS RÉGIONS DE L'ASSURANCE-CHÔMAGE

SEPTEMBER 1973  
SEPTEMBRE 1973



Ste-Philomène); in the county of Laprairie the municipality of St-Jacques; in the county of St-Jean (except the municipalities of St-Jean and Lacadie); the county of Iberville (except the municipality of St-Athanase); in the county of Verchères, the municipalities of St-Antoine-de-Padoue, St-Antoine-sur-Richelieu, St-Marc and Ste-Théodosie; in the county of Richelieu, the municipality of St-Ours and Ste-Victoire; the county of Dorchester (except the municipalities of Louis-Joliette, St-Anselme, St-Bernard, Ste-Claire, St-Isidore and Ste-Marguerite); in the county of Bellechasse, the municipalities of Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland, St-Cajetan d'Armagh, St-Camille, St-Damien, St-Magloire, St-Nérée, St-Philémon and Ste-Sabine; the county of Montmagny (except the municipalities of Berthier, Cap-St-Ignace, St-François, St-Pierre and Montmagny); the counties of Arthabaska, Bagot, Beauce, Brome, Compton, Drummond, Frontenac, Huntingdon, Mégantic, Missisquoi, Richmond, Rouville, Wolfe, Shefford, Sherbrooke, Stanstead, Yamaska, St-Hyacinthe, Soulange et Naperville.

Region 12. — In the province of Quebec: the counties of Montcalm, Joliette, Berthier, Maskinongé, St-Maurice, Champlain, Québec, Chicoutimi, Lac St-Jean-Ouest and Saguenay (except the unorganized subdivisions of the foregoing counties); in the county of Argenteuil the municipalities of Arundel, Grenville, Harrington, Huberdeau, Lac-des-Seize-îles, Montcalm, Morin Heights, St-Adolphe and Wentworth-North; in the county of Terrebonne, the municipalities of Brébeuf, Ivry-sur-le-Lac, Lac-Supérieur, Lantier, Mont-Tremblant, Ste-Adèle, Ste-Agathe, St-Faustin, St-Joseph, St-Jovite, Ste-lucie, Ste-Marguerite and Val-Morin; in the county of L'Assomption, the municipalities of L'Assomption, L'Épiphanie, St-Gérard, St-Paul-l'Ermite, St-Sulpice, St-Roch and St-Roch-Ouest; in the county of Montmagny, the municipalities of Berthier, Cap-St-Ignace, St-François, St-Pierre and Montmagny; in the county of Bellechasse, the municipalities of Honfleur, La Durantaye, St-Charles, St-Étienne, St-Gervais; St-Lazarre, St-Michel, St-Raphaël and St-Vallier; in the county of Dorchester, the municipalities of Louis-Joliette, St-Anselme, St-Bernard, Ste-Claire, St-Isidore and St-Marguerite; the counties of Montmorency No. 1, Montmorency No. 2, Lotbinrière, Lévis, Bonaventure, Gaspé-Est, Gaspé-Ouest, Îles-de-la-Madeleine, Kamouraska, L'Islet, Matane, Matapedia, Rimouski, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Lac-St-Jean-Est, Charlevoix-Est, Charlevoix-Ouest, Portneuf, Nicolet, Labelle, Hull, Papineau, Pontiac (except subdivision 19 - unorganized), Gatineau (except that portion which lies north of Lytton and Sicotte), Témiscamingue, and Abitibi (except such portion as lies north of line drawn parallel to and 10 miles north of the Canadian National Railway main line and such portion as lies east of the Bell River).

Region 13. — The provinces of New Brunswick and Prince Edward Island.

Region 14. — The Province of Nova Scotia.

Region 15. — The Island of Newfoundland.

Region 16. — In northern Canada the areas excluded from regions 1 to 15.

Laprairie, la municipalité de Saint-Jacques; le comté de Saint-Jean (sauf les municipalités de Saint-Jean et Lacadie); le comté d'Iberville (sauf la municipalité de Saint-Athanase); dans le comté de Verchères, les municipalités de Saint-Antoine-de-Padoue, Saint-Antoine-sur-Richelieu, Saint-Marc et Sainte-Théodosie; dans le comté de Richelieu, les municipalités de Saint-Ours et Sainte-Victoire; le comté de Dorchester (sauf les municipalités de Louis-Joliette, Saint-Anselme, Saint-Bernard, Sainte-Claire, Saint-Isidore et Sainte-Marguerite); dans le comté de Bellechasse, les municipalités de Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland, Saint-Cajetan d'Armagh, Saint-Camille, Saint-Damien, Saint-Magloire, Saint-Nérée, Saint-Philémon et Sainte-Sabine; le comté de Montmagny (sauf les municipalités de Berthier, Cap-Saint-Ignace, Saint-François, Saint-Pierre et Montmagny); les comtés d'Arthabaska, Bagot, Beauce, Brome, Compton, Drummond, Frontenac, Huntingdon, Mégantic, Missisquoi, Richmond, Rouville, Wolfe, Shefford, Sherbrooke, Stanstead, Yamaska, Saint-Hyacinthe, Soulange et Naperville.

Région 12. — Dans la province de Québec: les comtés de Montcalm, Joliette, Berthier, Maskinongé, Saint-Maurice, Champlain, Québec, Chicoutimi, Lac-Saint-Jean-Ouest et Saguenay (sauf les subdivisions non organisées de ces comtés); dans le comté d'Argenteuil, les municipalités d'Arundel, Grenville, Harrington, Huberdeau, Lac-des-Seize-îles, Montcalm, Morin Heights, Saint-Adolphe et Wentworth-Nord; dans le comté de Terrebonne, les municipalités de Brébeuf, Ivry-sur-le-Lac, Lac-Supérieur, Lantier, Mont-Tremblant, Sainte-Adèle, Sainte-Agathe, Saint-Faustin, Saint-Joseph, Saint-Jovite, Sainte-Lucie, Sainte-Marguerite et Val-Morin; dans le comté de L'Assomption, les municipalités de L'Assomption, L'Épiphanie, Saint-Gérard, Saint-Paul-l'Ermite, Saint-Sulpice, Saint-Roch et Saint-Roch-Ouest; dans le comté de Montmagny, les municipalités de Berthier, Cap-Saint-Ignace, Saint-François, Saint-Pierre et Montmagny; dans le comté de Bellechasse, les municipalités de Honfleur, la Durantaye, Saint-Charles, Saint-Étienne, Saint-Gervais, Saint-Lazarre, Saint-Michel, Saint-Raphaël et Saint-Vallier; dans le comté de Dorchester, les municipalités de Lotbinrière, Lévis, Bonaventure, Gaspé-Est, Gaspé-Ouest, Îles-de-la-Madeleine, Kamouraska, L'Islet, Matane, Matapedia, Rimouski, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Nicolet, Labelle, Hull, Papineau, Pontiac (sauf la subdivision 19 - non organisée), Gatineau (sauf la partie située au nord de Lytton et Sicotte), Témiscamingue et Abitibi (sauf la partie située au nord d'une ligne parallèle à la voie principale du National-Canadien et passant à 10 milles au nord de cette voie et la partie située à l'est de la rivière Bell).

Région 13. — Les provinces du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard.

Région 14. — La province de la Nouvelle-Écosse.

Région 15. — L'Île de Terre-Neuve.

Région 16. — Dans le Nord du Canada, le territoire non compris dans les régions 1 à 15.

TABLE 9. Reasons for Disqualification for Benefit, by Province,  
September 1973

TABLEAU 9. Raisons des exclusions du bénéfice des prestations, par province,  
septembre 1973

Province	Disqualifications	Not unemployed or no interruption of earnings		Not capable or not available		Labour dispute				
		Non en chômage ou pas d'arrêt de rémunération		Incapacité ou non disponibilité		Conflit collectif				
	Total	Des exclusions	Number — Nombre	Per cent — Pourcentage	Number — Nombre	Per cent — Pourcentage	Number — Nombre	Per cent — Pourcentage		
CANADA .....	99,867	20,162	20.2	26,232	26.3	7,826	7.8			
Newfoundland — Terre-Neuve .....	3,981	819	20.6	1,182	29.7	73	1.8			
Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard .....	325	34	10.5	127	39.1	13	4.0			
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse .....	3,759	410	10.9	1,378	36.7	550	14.6			
New Brunswick — Nouveau-Brunswick .....	2,974	385	13.0	1,017	34.2	266	8.9			
Québec .....	26,886	6,749	25.1	5,777	21.5	3,084	11.5			
Ontario .....	31,062	5,527	17.8	8,768	28.2	1,716	5.5			
Manitoba .....	6,808	1,485	21.8	1,033	15.2	909	13.3			
Saskatchewan .....	3,047	749	24.6	998	32.7	124	4.1			
Alberta .....	8,799	2,469	28.1	2,537	28.8	527	6.0			
British Columbia — Colombie-Britannique .....	12,028	1,522	12.6	3,342	27.8	563	4.7			
Yukon .....	94	8	8.5	25	26.6	—	—			
Northwest Territories — Territoires du Nord-Ouest .....	79	5	6.3	32	40.5	1	1.3			
Outside Canada — Extérieur du Canada	25	—	—	16	64.0	—	—			
Refusal of suitable work — Refus d'un emploi convenable		Misconduct — Inconduite		Voluntary quit — Départ volontaire		Incomplete documentation — Documentation incomplète				
Number — Nombre	Per cent — Pourcentage	Number — Nombre	Per cent — Pourcentage	Number — Nombre	Per cent — Pourcentage	Number — Nombre	Per cent — Pourcentage			
CANADA .....	852	0.9	1,856	1.9	21,171	21.2	11,829	11.8	9,939	9.9
Newfoundland — Terre-Neuve .....	56	1.4	59	1.5	1,220	30.6	346	8.7	226	5.7
Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard .....	7	2.1	2	0.6	93	28.6	13	4.0	36	11.1
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse .....	61	1.6	59	1.6	772	20.5	284	7.6	245	6.5
New Brunswick — Nouveau-Brunswick .....	18	0.6	26	0.9	643	21.6	304	10.2	315	10.6
Québec .....	265	1.0	690	2.5	4,887	18.2	3,099	11.5	2,335	8.7
Ontario .....	223	0.7	668	2.2	6,600	21.3	4,798	15.4	2,762	8.9
Manitoba .....	58	0.8	62	0.9	937	13.8	379	5.6	1,945	28.6
Saskatchewan .....	37	1.2	24	0.8	625	20.5	284	9.3	206	6.8
Alberta .....	55	0.6	83	1.0	1,517	17.2	1,054	12.0	557	6.3
British Columbia — Colombie-Britannique .....	72	0.6	177	1.5	3,819	31.7	1,234	10.3	1,299	10.8
Yukon .....	—	—	2	2.1	41	43.6	9	9.6	9	9.6
Northwest Territories — Territoires du Nord-Ouest .....	—	—	1	1.3	14	17.7	23	29.1	3	3.8
Outside Canada — Extérieur du Canada	—	—	3	12.0	3	12.0	2	8.0	1	4.0

TABLE 10. Disposition of Initial and Renewal Claims, by Province

TABLEAU 10. Suite donnée aux demandes initiales et aux demandes renouvelées, par province

Province	Adjudicated — Régées				Pending — En instance		
	Total	Entitled to benefit		Not entitled to benefit	Initial — Initiales	Renewal — Renouvelées	
		Donnant droit aux prestations	Ne donnant pas droit aux prestations	Initial — Initiales			
Initial — Initiales	Renewal — Renouvelées	Initial — Initiales	Renewal — Renouvelées				
<b>September — 1973 — Septembre</b>							
CANADA .....	161,024(1)	80,582	14,829	60,489	5,124	40,096	4,686
Newfoundland — Terre-Neuve .....	6,312	3,371	338	2,286	317	994	88
Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard .....	882	609	48	209	16	214	19
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse .....	6,050	2,920	570	2,321	239	1,075	101
New Brunswick — Nouveau-Brunswick .....	5,882	3,670	413	1,646	153	1,809	180
Québec .....	46,651	23,566	4,008	17,545	1,532	11,424	1,404
Ontario .....	55,403	28,171	6,182	19,552	1,498	13,304	1,620
Manitoba .....	6,350	2,780	465	2,923	182	1,823	192
Saskatchewan .....	4,232	2,117	272	1,673	170	723	87
Alberta .....	9,592	4,116	796	4,335	345	2,152	305
British Columbia — Colombie-Britannique .....	19,296	9,101	1,718	7,807	670	6,432	681
Yukon .....	182	74	14	93	1	51	4
Northwest Territories — Territoires du Nord-Ouest .....	147	71	3	72	1	54	3
Outside Canada — Extérieur du Canada .....	45	16	2	27	—	41	2
<b>September — 1972 — Septembre</b>							
CANADA .....	162,504	74,343	18,371	63,364	6,426	58,373	8,040
Newfoundland — Terre-Neuve .....	5,211	2,638	518	1,871	184	1,646	101
Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard .....	762	490	59	190	23	275	17
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse .....	5,045	2,537	606	1,738	164	2,887	306
New Brunswick — Nouveau-Brunswick .....	5,539	3,211	467	1,685	176	1,757	166
Québec .....	47,957	21,055	5,631	19,554	1,717	15,453	2,445
Ontario .....	55,790	26,060	6,826	20,797	2,107	18,954	2,681
Manitoba .....	5,901	2,668	458	2,611	164	1,968	203
Saskatchewan .....	4,258	1,834	360	1,882	182	1,383	119
Alberta .....	9,599	3,957	942	4,284	416	4,042	768
British Columbia — Colombie-Britannique .....	22,132	9,776	2,486	8,596	1,274	9,734	1,216
Yukon .....	166	74	13	66	13	101	6
Northwest Territories — Territoires du Nord-Ouest .....	82	30	3	45	4	65	4
Outside Canada — Extérieur du Canada .....	62	13	2	45	2	108	8

(1) In addition 162,039 revised claims were disposed of. Of these, 20,394 were special requests not granted and 2,569 were appeals by claimants. There were 19,427 revised claims pending at the end of the month. — En outre, on a réglé 162,039 demandes révisées, dont 20,394 demandes spéciales qui furent rejetées, et 2,569 appels de la part des prestataires. Il y avait 19,427 demandes révisées en instance à la fin du mois.

TABLE 11. Regional Unemployment Rates(1)

TABLEAU 11. Taux(1) régional de chômage

Région	1972				1973								
	September — Septembre	October — Octobre	November — Novembre	December — Décembre	January Janvier	February — Février	March — Mars	April — Avril	May — Mai	June — Juin	July — Juillet	August — Août	September — Septembre
CANADA .....	6.3	6.3	6.3	6.3	6.3	6.3	6.3	6.2	6.1	6.1	6.0	5.9	5.8
1. Vancouver — Victoria .....	7.3	7.5(a)	7.6(a)	7.7(a)	7.8(a)	7.8(a)	7.7(a)	7.7(a)	7.5(a)	7.3(a)	7.2(a)	7.0(a)	6.8
2. Southern British Columbia — Sud de la Colombie-Britannique .....	7.6(a)	7.5(a)	7.4(a)	7.7(a)	7.7(a)	7.7(a)	7.6(a)	7.5(a)	7.3(a)	7.3(a)	7.1(a)	7.0(a)	6.9(a)
3. Alberta .....	4.3	4.3	4.4	4.4	4.5	4.6	4.6	4.6	4.5	4.4	4.4	4.5	4.4
4. Saskatchewan .....	4.3	4.3	4.4	4.4	4.5	4.5	4.5	4.4	4.3	4.3	4.2	4.1	3.9
5. Manitoba .....	4.6	4.5	4.5	4.7	4.6	4.5	4.4	4.3	4.4	4.4	4.3	4.3	4.2
6. North Western Ontario — Nord-ouest de l'Ontario	5.7	5.9	6.0	5.9	5.9	5.8	5.7	5.8	5.7	5.5	5.4	5.2	5.1
7. London — Windsor .....	4.0	4.0	4.0	4.0	3.9	3.8	3.6	3.6	3.7	3.7	3.8	3.9	3.9
8. Hamilton — Toronto .....	4.7	4.7	4.7	4.7	4.6	4.6	4.6	4.5	4.5	4.4	4.2	4.2	4.2
9. Eastern Ontario — Est de l'Ontario .....	4.8	4.8	4.8	4.7	4.6	4.5	4.3	4.1	4.0	3.7	3.6	3.5	3.5
10. Montréal .....	7.5(a)	7.5(a)	7.5(a)	7.5(a)	7.4(a)	7.3	7.2	7.1	6.9	6.8	6.6	6.5	6.4
11. Eastern Townships — Cantons de l'est .....	7.8(a)	7.8(a)	7.7(a)	7.7(a)	7.6(a)	7.7(a)	7.7(a)	7.6(a)	7.5(a)	7.5(a)	7.5(a)	7.5(a)	7.6(a)
12. St. Lawrence — Gaspé — Saint-Laurent — Gaspésie	9.7(c)	9.8(c)	9.9(c)	10.1(c)	10.3(c)	10.4(c)	10.5(c)	10.5(c)	10.4(c)	10.3(c)	10.2(c)	10.0(c)	10.0(c)
13. New Brunswick and Prince Edward Island — Nouveau- Brunswick et Île-du- Prince-Édouard .....	8.5(b)	8.6(b)	8.7(b)	8.8(b)	8.9(b)	9.2(b)	9.1(b)	9.1(b)	9.1(b)	9.1(b)	9.1(c)	9.0(c)	8.8(b)
14. Nova Scotia — Nouvelle- Écosse .....	7.7(a)	7.7(a)	7.6(a)	7.5(a)	7.4(a)	7.3	7.3	7.2	7.1	7.1	7.0	6.9	6.9(a)
15. Newfoundland — Terre-Neuve	12.5(c)	12.5(c)	12.5(c)	12.3(c)	12.3(c)	12.5(c)	12.6(c)	12.7(c)	12.8(c)	12.8(c)	12.8(c)	12.7(c)	12.7(c)
16. Rest of Canada(2) — Reste du Canada(2) .....	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

(1) Unadjusted for seasonality-12 months moving average. — Données non désaisonnalisées-moyenne mobile sur 12 mois.

(2) Unemployment rates not available. — Eligible for extended Regional Benefit year-round. — Taux de chômage non disponibles. — Admissible toute l'année à des prestations de prolongation

(a, b &amp; c) Eligible for extended Regional Benefit; (a) = 6 weeks, (b) = 12 weeks, (c) = 18 weeks — Régions admissibles aux périodes de prolongation de prestations; (a) = 6 semaines, (b) = 12 semaines, (c) = 18 semaines.



## APPENDIX I

### Unemployment Insurance in Canada

Unemployment Insurance has been part of Canada's social and economic life since the Unemployment Insurance Act was passed in 1940. Since that time the basic structure of the Act has remained unaltered. Various amendments have brought new categories of workers into the plan and contributions and benefit rates have been raised periodically to keep abreast of changing economic conditions.

In 1968, when Parliament approved upward revisions of both contributions and benefit rates, and broadened the scope of coverage, the Unemployment Insurance Commission was instructed to carry out a full scale investigation of that program and to recommend appropriate changes in philosophy and structure. The Unemployment Insurance Act, 1971, effective June 27, 1971, was the result of extensive studies, the basic objectives being:

- (a) to provide assistance to cope with the contingency of an interruption of earnings resulting from unemployment, illness or pregnancy.
- (b) to co-operate with other agencies engaged in social development.

### Coverage

Under the Unemployment Insurance Act, 1971 coverage is universal for all regular members of the labour force for whom there exists an employer-employee relationship. There is only one measure of inconsiderable employment, i.e. less than 20 % of the maximum weekly insurable earnings or 20 times the provincial hourly minimum wage, whichever is the lesser.

The maximum weekly insurable earnings of an insured person is:

- (a) for the year 1973, one hundred and sixty dollars;
- (b) for each year thereafter, one hundred and sixty dollars multiplied by an annual Earnings Index as determined by the average of wages and salaries paid to employees in Canada.

Universality became effective January 2, 1972. Coverage, contributions and benefit entitlement cease for a person:

- (a) at the age of 70, or
- (b) to whom a retirement pension under the Canada Pension Plan or the Quebec Pension Plan has at any time become payable

### Benefits

An insured person qualifies to receive benefit if he (a) has had eight or more weeks of insurable employment in his qualifying period(1) and (b) has had an interruption of earnings from employment. A claim-

(1) The qualifying period of an insured person is the shorter of:

- (a) the period of fifty-two weeks that immediately precedes the commencement of an initial benefit period, and
- (b) the period that begins on the commencement date of an immediately preceding initial benefit period and ends with the end of the week preceding the commencement of an initial benefit period.

## ANNEXE I

### L'assurance-chômage au Canada

L'assurance-chômage est entrée dans la vie économique et sociale du Canada avec l'adoption de la Loi sur l'assurance-chômage en 1940. Depuis cette date, la structure fondamentale de la Loi est demeurée inchangée. Diverses modifications ont assujetti au régime de nouvelles catégories de travailleurs et les taux de cotisation et de prestation ont été périodiquement relevés avec l'évolution de la situation économique.

En 1968, année où le Parlement a approuvé l'augmentation des cotisations et des prestations et étendu le champ d'application du régime, la Commission d'assurance-chômage a reçu pour mandat de soumettre tout le régime à un examen approfondi et de proposer une nouvelle conception et de nouvelles structures. La Loi de 1971 sur l'assurance-chômage, qui est entrée en vigueur le 27 juin 1971, est le fruit d'études poussées; ses objectifs fondamentaux sont de

- (a) prévoir du secours dans l'éventualité d'une interruption du revenu due au chômage, à la maladie ou à la maternité
- (b) prévoir une franche collaboration avec d'autres organismes s'occupant de progrès social.

### Champ d'application

En vertu de la Loi sur l'assurance-chômage de 1971, le régime s'étend à tous les effectifs réguliers de la population active pour lesquels il existe une relation employeur-employé. Il n'y a qu'un seul critère d'emploi négligeable, à savoir une rémunération inférieure à 20 % du maximum de la rémunération hebdomadaire assurable ou à 20 fois le salaire horaire minimum dans la province, selon le moindre des deux.

Le maximum de la rémunération hebdomadaire assurable d'un assuré est,

- (a) pour l'année 1973, de \$160;
- (b) pour chacune des années suivantes le produit de \$160 par l'indice de rémunération de l'année (cet indice est fondé sur la moyenne des rémunérations versées aux travailleurs du Canada).

L'universalité du régime était réalisée le 2 janvier 1972. La protection, les contributions et l'admissibilité aux prestations cessent pour une personne

- (a) qui a 70 ans, ou
- (b) qui a déjà acquis le droit de percevoir une pension ou rente de retraite en vertu du Régime de pensions du Canada ou du Régime de rentes du Québec.

### Prestations

Un assuré remplit les conditions requises pour recevoir des prestations en vertu de la présente loi (a) s'il a exercé un emploi assurable pendant huit semaines ou plus au cours de sa période de référence(1) et (b) s'il y a eu arrêt de la

(1) La période de référence d'un assuré est la plus courte des périodes suivantes:

- (a) la période de 52 semaines qui précède le début d'une période initiale de prestations, et
- (b) la période qui débute en même temps que la période initiale de prestations précédente et se termine à la fin de la semaine précédent le début d'une période initiale de prestations.

mant is an insured person who applies for or is in receipt of benefit. A "major attachment" claimant is a claimant who has been employed in insurable employment for twenty or more weeks in his qualifying period. A claimant with eight or more weeks but less than twenty weeks of insurable employment in his qualifying period is a "minor attachment" claimant. Major attachment claimants are eligible for a wider range of benefit that includes a prepayment of 3 weeks of regular benefit for work-shortage lay-offs, benefit payments when the interruption of earnings was caused by illness or pregnancy, and 3 weeks retirement benefit for older workers.

A claimant can draw to a maximum of 51 weeks of benefit depending upon his employment history, prevailing economic conditions and providing he meets the conditions of availability and capability.

When a person (qualified to receive benefit) applies for benefit an initial benefit period is established and benefits are payable for each week of unemployment of the claimant that falls in the initial benefit period.

The length of an initial benefit period is based on the number of weeks of insurable employment of the claimant in his qualifying period as shown in Table 1.

rémunération provenant de son emploi. Le prestataire est un assuré qui est demandeur ou bénéficiaire de prestations. Le prestataire de la première catégorie est celui qui a exercé un emploi assurable pendant au moins 20 semaines su cours de sa période de référence. Le prestataire qui a exercé un emploi assurable pendant au moins huit semaines et moins de vingt semaines au cours de sa période de référence est appelé prestataire de la deuxième catégorie. Les prestataires de la première catégorie sont admissibles à un plus vaste éventail de prestations, soit 3 prestations ordinaires hebdomadaires payées par anticipation pour licenciement en cas de pénurie de travail, des prestations si la rémunération cesse pour cause de maladie ou de grossesse et 3 prestations hebdomadaires de retraite payables aux travailleurs âgés.

Un prestataire peut retirer des prestations pendant une période maximum de 51 semaines selon l'emploi qu'il occupait, la situation économique du moment et pourvu qu'il satisfasse aux conditions de disponibilité et de capacité.

Lorsqu'une personne, qui remplit les conditions requises pour recevoir des prestations, formule une demande de prestations, une période initiale est établie et les prestations sont payables pour chaque semaine de chômage qui tombe dans la période initiale de prestations.

La durée d'une période initiale de prestations est déterminée en fonction du nombre de semaines d'emploi assurable du prestataire au cours de sa période de référence tel qu'indiqué au Tableau 1.

TABLE - 1 - TABLEAU

Weeks of insurable employment in qualifying period Sémanes d'emploi assurable de la période de référence	Length of initial benefit period Durée de la période initiale de prestations	Maximum number of weeks for which initial benefits may be paid Nombre maximum de semaines pour lesquelles des prestations initiales peuvent être servies
weeks - semaines		
weeks - semaines		
8 to - à 15	18	8
16	20	9
17	22	10
18	24	11
19	26	12
20 or more - ou plus	29	15

Table 1 also shows the maximum number of weeks for which initial benefits may be paid. A claimant is not entitled to be paid benefit until following the commencement of the initial benefit period he has served a two week waiting period that begins with a week of unemployment for which benefits would otherwise be payable.

A major attachment claimant may be paid benefits in advance for the three weeks that immediately follow his waiting period if:

- (a) his interruption of earnings was due to a shortage of work;
- (b) at the time of his interruption of earnings neither he nor his employer expected that he would be re-employed by that employer for a period of at least five weeks after his interruption of earnings;
- (c) he has served the two week waiting period; and
- (d) at the termination of his waiting period

Le Tableau 1 donne aussi le nombre maximum de semaines pour lesquelles des prestations initiales peuvent être servies. Un prestataire n'est pas admissible au service des prestations tant que ne s'est pas écoulé à la suite de l'ouverture de cette période initiale de prestations, un délai de carence de deux semaines qui débute par une semaine de chômage pour laquelle des prestations devraient sans cela être servies.

Des prestations anticipées peuvent être servies par un prestataire de la première catégorie pour les trois semaines qui suivent le délai de carence

- (a) si l'arrêt de rémunération était dû à une pénurie de travail,
- (b) si, au moment de l'arrêt de sa rémunération, ni lui ni son employeur ne prévoyaient qu'il serait employé de nouveau par cet employeur avant qu'il se soit écoulé cinq semaines depuis l'arrêt de sa rémunération,
- (c) si le délai de carence a été pour lui de deux semaines, et
- (d) si, à la fin du délai de carence,

- (1) he is not employed in employment that would continue
- (2) he is capable and available for work, and
- (3) he is not disentitled or disqualified from receiving benefit.

Sickness benefit is available for a maximum of 15 weeks for "major attachment" claimants who have suffered an interruption of earnings due to illness, injury or quarantine (excluding Workmen's Compensation). If a person is taken ill while on regular claim, sickness benefit is available but the combined duration of benefits during the initial benefit period cannot exceed 15 weeks.

Maternity benefit is available for 8 weeks before confinement, the week of confinement and 6 weeks after, to women who are major attachment claimants. They must also have been attached to the labour force at least 10 of the 20 weeks prior to the 30th week before the expected date of confinement.

Retirement benefit is available for 3 weeks. It is paid in a lump sum to major attachment claimants who are 70 years of age or over or to whom a retirement pension has become payable under the Canada Pension Plan or Quebec Pension Plan. In the case of those 70 or over, the application must be within 32 weeks after the 70th birthday as employment weeks are no longer earned after that time. The benefit is paid without a waiting period and without regard to earnings or availability.

The benefit rate for all claims will be 66 2/3 % of the average weekly insurable earnings in the qualifying period with a floor of \$20 per week. For claimants with dependants and whose average qualifying earnings are equal to or less than one-third of the maximum weekly insurable earnings, the benefit rate is 75 %.

Work-related income in excess of 25 % of the weekly benefit rate is deducted. However, when advance benefits are paid to major attachment claimants, any income (as well as availability and capability requirements) in respect of the weeks for which benefit is payable is disregarded and such weeks are deemed weeks of unemployment. In the case of sickness and maternity, proceeds of wage loss policies are not deducted during the waiting period but are deducted after the waiting period; all work-related income is deducted during both the waiting period and after the waiting period has been served.

An initial benefit period is terminated when:

- (a) the claimant has been paid benefits for the maximum number of weeks for which initial benefits may be paid, or
- (b) the benefit period would otherwise terminate, whichever is the earlier.

Immediately following the termination of an initial benefit period, that initial benefit period is re-established for a further period of ten weeks. Benefits are payable at the rates and subject to the provisions applicable to the payment of benefits in an initial benefit period. However, a claimant is not entitled to be paid for any working day for which he fails to prove that he was capable of and available for work and unable to find suitable employment. A re-established initial benefit period is terminated if no benefit is payable to the claimant for a period of four consecutive weeks otherwise than because:

- (a) he was incapable of work because of illness or injury

- (1) il n'exerce pas un emploi qui doit se poursuivre,
- (2) il est capable de travailler et disponible à cette fin, et
- (3) il n'est ni inadmissible, ni exclu du bénéfice de prestations.

Les prestations de maladie sont payables pour un maximum de 15 semaines aux prestataires de la première catégorie dont l'arrêt de rémunération est dû à la maladie, à des blessures corporelles ou à une mise en quarantaine (non compris l'indemnisation des accidents du travail). Si une personne tombe malade pendant qu'elle reçoit des prestations ordinaires, elle a droit aux prestations de maladie, mais la somme de deux périodes de prestation ne doit pas dépasser 15 semaines.

Des prestations de maternité sont versées aux femmes de la première catégorie pour les huit semaines qui précèdent l'accouchement, pour la semaine de l'accouchement et pour les six semaines qui suivent. Ces femmes doivent aussi avoir été actives pendant au moins 10 des 20 semaines qui précèdent la 30<sup>e</sup> semaine antérieure à la date prévue de l'accouchement.

Les prestations de retraite sont payables pour trois semaines. Elles sont versées forfaitairement aux prestataires de la première catégorie qui sont âgés de 70 ans ou plus ou qui ont déjà acquis le droit de percevoir une pension courante de retraite en vertu du Régime de pensions du Canada ou du Régime de rentes du Québec. Dans le cas des personnes de plus de 70 ans, la demande de prestations doit être faite dans les 32 semaines qui suivent le 70<sup>e</sup> anniversaire, car les semaines d'emploi ne sont plus assurables après ce temps. Les prestations sont versées sans délai de carence et sans égard à la rémunération ou à la disponibilité.

Les taux de prestations seront les mêmes pour tous, soit 66 2/3 % de la rémunération moyenne assurable pendant la période de référence, le minimum étant de \$20 par semaine. Dans le cas des prestataires avec personnes à charge dont la rémunération moyenne assurable est égale ou inférieure au tiers du maximum de la rémunération hebdomadaire assurable, le taux des prestations est de 75 %.

Le revenu provenant d'un travail qui dépasse 25 % du taux des prestations hebdomadaires est déduit. Toutefois, lorsque des prestations sont payées par anticipation aux prestataires de la première catégorie, on ne tient pas compte de tout revenu (ainsi que des conditions de disponibilité et de capacité) à l'égard des semaines pour lesquelles des prestations doivent être servies et ces semaines sont censées être des semaines de chômage. En cas de maladie et de maternité, le produit de toute assurance-salaire n'est pas déduit pendant la période de carence, mais il l'est après; tout revenu provenant du travail est déduit pendant et après la période de carence.

Une période initiale de prestations prend fin à celle des deux dates suivantes qui est antérieure à l'autre,

- (a) la date à laquelle le prestataire a perçu des prestations pour le nombre maximum de semaines pour lesquelles des prestations initiales peuvent être payées;
- (b) la date à laquelle cette période se trouverait autrement terminée.

Dès l'expiration d'une période initiale de prestations, il est établi un complément de cette période initiale de prestations pour une durée de dix semaines. Des prestations doivent être servies aux taux et sous réserve des dispositions applicables au service des prestations au cours d'une période initiale des prestations. Toutefois, un prestataire n'est pas admissible à toucher des prestations s'il ne prouve pas qu'il était capable de travailler et disponible à cette fin mais ne pouvait pas obtenir d'emploi convenable ce jour-là. Le complément d'une période initiale de prestations prend fin si le bénéficiaire ne touche pas de prestations pour quatre semaines consécutives pour toute autre raison que l'une des suivantes:

- (a) il était incapable de travailler par suite de maladie ou blessure,

- (b) she was disentitled to benefit (maternity claim),
- (c) he was fully employed during such period, or
- (d) recovery of overpayment.

Otherwise a re-established benefit period terminates at the end of 10 weeks and an extended benefit period is established for the claimant.

An extended benefit period is divided into three phases. The number of weeks of benefit to which a claimant is entitled depends:

(a) in the first phase:

- upon the number of weeks of insurable employment in his qualifying period. The claimant must be a major attachment claimant. The duration of this phase is 2 weeks plus one week for every 2 insured weeks in excess of 20 in his qualifying period. The maximum duration is 18 weeks.

(b) in the second phase:

- (on completion of the first phase for a major attachment claimant, or on termination of a re-established benefit period for a minor attachment claimant)
- for claimants who reside in Canada
- upon the national(1) rate of unemployment. If the national rate is more than 4 % but not more than 5 % - 4 weeks; if the national rate is more than 5 % - 8 weeks. Duration is determined at the time phase two commences.

(c) in the third phase:

- (on completion of phase two)
- (for claimants who reside in Canada)
- upon the regional rate(2) of unemployment. Sixteen UIC regions in Canada have been established. The rate of unemployment in the region where the claimant resides is called the regional rate.

Benefit is payable when (a) the regional rate exceeds 4 % and (b) the regional rate exceeds the national rate(2) by more than one percentage point.

Six weeks of benefit are payable when the difference between the regional and national rates are less than or equal to 2 %. Twelve weeks are payable when the difference is greater than 2 % but less than or equal to 3 %. Eighteen weeks are payable when the difference exceeds 3 per cent.

Each month regional and national unemployment rates are computed. The extended benefit period terminates when the regional rate becomes 4 % or less or when the difference between the regional and national rate becomes one percentage point or less.

The rate of weekly benefit payable in the extended benefit period to a claimant without a dependant is 66 2/3 % of the average weekly insurable earnings in the qualifying period; for a claimant with a dependant the rate is 75 %. The minimum weekly amount of benefit payable is 20 dollars - the maximum

- (1) seasonally adjusted 3 month moving average of the national rate of unemployment (Labour Force Survey).
- (2) unadjusted for seasonality - 12 month moving average (Labour Force Survey).

- (b) il était inadmissible au bénéfice des prestations (demande de prestations pour maternité),

- (c) il était employé à plein temps durant cette période, ou
- (d) il remboursait un trop perçu.

Autrement, le complément d'une période initiale de prestations se termine à la fin des dix semaines et une période de prolongation des prestations est établie au profit du prestataire.

La période de prolongation des prestations est divisée en trois phases. Le nombre de semaines de prestations auxquelles le prestataire a droit dépend:

(a) dans la première phase:

- du nombre de semaines d'emploi assurables au cours de sa période de référence. Le prestataire doit appartenir à la première catégorie. La durée de cette phase est de deux semaines, plus une semaine pour chaque deux semaines assurées supérieure à 20 au cours de sa période de référence. La durée maximale est de 18 semaines.

(b) dans la deuxième phase:

- (après la première phase dans le cas d'un prestataire de la première catégorie, ou à la fin du complément d'une période de prestations dans le cas d'un prestataire de la deuxième catégorie).

- pour les prestataires qui résident au Canada

- du taux national du chômage(1). Si le taux national dépasse 4 % mais n'excède pas 5 %, l'augmentation sera de 4 semaines; si le taux national dépasse 5%, elle sera de 8 semaines. La durée est fixée au moment où la phase 2 commence.

(c) dans la troisième phase:

- (après la phase deux)

- (pour les prestataires qui résident au Canada)

- du taux régional de chômage(2). Seize régions ont été créées au Canada. Le taux de chômage dans la région où le prestataire réside est appelé taux régional.

La prestation est servie lorsque (a) le taux régional dépasse 4 % et (b) le taux régional dépasse le taux national(2) de plus d'un point de pourcentage.

Six semaines de prestations sont servies lorsque la différence entre le taux régional et le taux national est inférieure à 2 % ou égale à ce pourcentage. Douze semaines sont servies lorsque la différence est de plus de 2 % mais est inférieure ou égale à 3 %. Dix-huit semaines sont servies lorsque la différence est supérieure à 3 %.

Les taux régional et national de chômage sont calculés tous les mois. La période de prolongation des prestations prend fin lorsque le taux régional atteint 4 % ou moins ou lorsque la différence entre le taux régional et le taux national est de un point de pourcentage ou moins.

Le taux des prestations hebdomadaires payables à un prestataire pour une semaine qui tombe dans une période de prolongation des prestations est de soixante-six et deux-tiers pour cent de la moyenne des rémunérations hebdomadaires assurables pour un prestataire n'ayant personne à charge et de soixante-quinze pour cent dans le cas d'un prestataire

- (1) Moyenne mobile sur trois mois, données désaisonnalisées (enquête sur la main-d'œuvre).

- (2) Moyenne mobile sur douze mois, données brutes (enquête sur la main-d'œuvre).

amount can not exceed 66 2/3 % of the maximum weekly insurable earnings.

A claimant is not entitled to be paid benefit for any working day in a week in an extended benefit period for which he fails to prove that he is capable of and available for work and unable to find suitable employment. An extended benefit period is terminated if no benefit is payable to the claimant for a period of four consecutive weeks otherwise than because

- (a) he was incapable of work because of illness or injury,
- (b) she was disentitled to benefit (maternity claim), or
- (c) recovery of overpayment.

The maximum number of weeks for which benefit may be paid is 51 weeks.

#### Financing

Employers and employees absorb the benefit cost for initial benefits as well as the administration cost, with the employer rate being 1.4 times the employee rate. The government share is confined to the benefit cost for extended benefits as well as the excess cost of initial benefits that are due to a national unemployment rate greater than 4 per cent. There is no fund and employer and employee contributions are adjusted annually. National Revenue/Taxation commenced collection of the contributions effective January 2, 1972. Persons formerly not contributing either because of their occupation or by virtue of being over the salary ceiling will pay a preferred rate for the first 3 years. For those who had been occupationally excluded, the preferred rate is portable. However, in the case of persons formerly excluded because of the salary ceiling, the preferred rate continues only so long as the employee remains with the January 2, 1972, employer. An experience rating formula for large employers may be introduced in 1974 whereby the premium to be paid by an employer for a year will be related to the average yearly lay-off experience of that employer.

The rates of premium for a year are calculated in terms of a percentage of the insurable earnings in that year.

#### Claimant Assistance Program

The Commission will develop and administer a claimant assistance program to assist claimants to become more employable by providing information and guidance in job searching and by directing claimants, when appropriate, to agencies for job placement, counselling or financial assistance.

ayant une personne à charge. La prestation hebdomadaire minimum ne doit pas être inférieure à \$20 ni supérieure à soixante-six et deux-tiers pour cent du maximum de la rémunération hebdomadaire assurable.

Un prestataire n'est pas admissible au service des prestations pour aucun jour ouvrable d'une semaine d'une période de prolongation des prestations s'il ne prouve pas qu'il était capable de travailler et disponible à cette fin mais ne pouvait pas obtenir d'emploi convenable ce jour-là. Une période de prolongation des prestations d'un prestataire prend fin s'il ne touche pas de prestations pour quatre semaines consécutives pour tout autre raison que l'une des suivantes:

- (a) il était incapable de travailler par suite de maladie ou de blessure
- (b) il était inadmissible au bénéfice des prestations (demande de prestations pour maternité), ou
- (c) il remboursait un trop perçu.

Le nombre maximum de semaines pour lesquelles des prestations peuvent être servies est de 51 semaines.

#### Financement

Les employeurs et les employés absorbent le coût des prestations initiales ainsi que les frais d'administration, la cotisation patronale étant égale à 1.4 fois la cotisation ouvrière. Le gouvernement prend en charge le coût des prestations prolongées de même que l'excédent du coût des prestations initiales qui doivent être servies lorsque le taux national de chômage dépasse 4 %. Il n'y a pas de fond et les contributions de l'employeur et de l'employé sont ajustées annuellement. Le ministère du Revenu national (Impôt) a commencé à recueillir les contributions à compter du 2 janvier 1972. Les personnes qui ne versaient aucune cotisation en raison de leur profession ou du plafond salarial paieront un taux préférentiel les trois premières années. Dans le cas des personnes qui ont été exclues en raison de leur profession, le taux préférentiel est mobile. Toutefois, dans le cas des personnes exclues en raison du plafond salarial, le taux préférentiel ne reste en vigueur que si l'employé demeure au service de l'employeur pour lequel il travaillait le 2 janvier 1972. Un système de taux particulier pour les employeurs importants pourra être établi en 1974 en vertu duquel la cotisation à payer par un employeur pour une année sera proportionnée à la moyenne des mises à pied annuelles de cet employeur.

Les taux de cotisations d'une année sont exprimés en pourcentage des rémunérations assurables de l'année.

#### Programme d'aide aux prestataires

La Commission organisera et appliquera un programme d'aide aux prestataires en vue d'améliorer leurs possibilités de trouver un emploi, en leur fournissant renseignements et conseils pour la recherche d'un emploi et en les adressant, lorsqu'il y a lieu, à des organismes s'occupant de placement, d'orientation ou d'aide financière.

1010723044

UNEMPLOYMENT INSURANCE BENEFIT  
PRESTATIONS D'ASSURANCE-CHÔMAGE

